

Communiqué de presse
Bruxelles, le 8 août 2017

Bourses d'études : les étudiants sont toujours dans le flou complet

La FEF et la Ligue des familles s'inquiètent du manque d'informations à destination des parents et étudiants. A un mois de la rentrée, obtenir des informations claires est une gageure tandis que la réforme des bourses initiée en octobre 2016 n'est toujours pas publiée, et que son projet est loin d'avoir répondu à l'ensemble des interrogations malgré les avancées.

Des parents et des étudiants dans l'incertitude

Dans un contexte où les familles et le public étudiant ne cessent de se précariser, le nombre de demandes d'allocations d'études n'a fait qu'augmenter. L'accès à l'allocation d'études est plus que jamais essentiel pour les étudiants issus de familles modestes.

Durant l'année académique 2016-2017 déjà, la réforme des allocations d'études initiée en octobre 2016 avait plongé dans l'insécurité de nombreux étudiants. Ils sont toujours, cet été, en attente de notification de décision et d'autres, du versement effectif d'une bourse.

A ces situations précaires, s'ajoutent celles des nouveaux demandeurs. Les nouveaux dossiers peuvent, du moins en théorie, être introduits à l'administration des Bourses depuis le 17 juillet. Or, on constate à ce jour :

- Des difficultés à trouver l'information sur les conditions d'accès à une bourse : le site de l'administration est inaccessible ;
- Des difficultés à bénéficier d'un appui et de suivi auprès des agents de l'administration : le standard téléphonique ne répond pas ;
- Un manque de transparence et d'équité dans le traitement (chronologique ?) des nouveaux dossiers.

Une législation datant de 2016 qui pose problème

La Ligue des familles, la FEF et le RWLP (Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté) dénoncent une situation alarmante depuis la dernière rentrée scolaire. Les nouvelles conditions introduites en 2016 pour accéder aux bourses d'études sont iniques et pénalisent les étudiants qui ont le plus besoin d'être soutenus financièrement pour avoir accès aux études supérieures et ainsi augmenter leur chance de concrétiser leurs projets de vie personnels et professionnels.

Si des aménagements urgents, demandés notamment par nos associations, ont fait l'objet d'engagement du Ministre de l'Enseignement supérieur, plusieurs problématiques persistent et suscitent l'inquiétude des familles. Nous demandons donc :

- le retrait des plafonds minimaux de revenus, une mesure contre-productive qui exclut de facto les étudiants vivant dans les familles les plus précarisées ;
- le retrait du principe de globalisation des revenus qui, en comptabilisant une série de ressources, aggrave les tensions au sein des familles et ne prend pas suffisamment en compte les réalités de vie des familles monoparentales et recomposées ;
- la suppression de la prise en compte des ressources des colocataires.

Donner des réponses au plus vite aux étudiants et à leurs parents

La FEF et la Ligue des familles défendent un accès juste et inclusif aux études supérieures et attendent les mesures suivantes :

- **Rétablir au plus vite la qualité et la continuité du service des allocations d'études**
 - 1) pour qu'une information précise soit délivrée aux jeunes et familles toujours en attente de réponse sur l'octroi et le versement d'allocations d'études 2016-2017 ;
 - 2) pour que les nouveaux demandeurs disposent d'un portail global d'informations clair et efficace, à la veille de la rentrée académique 2017-2018.
- **Remettre autour de la table, dans les meilleurs délais, les acteurs institutionnels et associatifs et aboutir à des précisions sur les conditions d'accès aux bourses d'études** pour les jeunes issus de familles modestes. Les bénéficiaires actuels et futurs ne peuvent être victimes d'un régime d'affaires courantes ;
- **Augmenter les moyens alloués** à la Direction Allocations et Prêts d'Etudes (DAPE) et aux services sociaux des Universités et Hautes écoles à l'aube d'une nouvelle année scolaire qui débute.

--- fin du communiqué ---